

Russie Ukraine Kazakhstan : les productions céréalières reviennent sur les marchés

Jean-Jacques Hervé*

« Les blés d'Odessa » sont restés dans la mémoire paysanne, bien au-delà du tarissement des exportations, dans les années 1920, alors que l'agriculture soviétique engageait sa collectivisation avec son cortège de drames et de disettes. Mais en 2000, puis en 2001, les céréales de la mer Noire reviennent sur les marchés de la Méditerranée, avec force, surprenant la plupart des opérateurs, convaincus que l'effondrement de l'URSS en 1991 et l'ampleur de la décapitalisation agricole qui l'accompagnait ne permettraient ni une reprise aussi rapide de la production, ni le dégagement d'un surplus exportable suffisamment important pour déstabiliser des positions commerciales considérées comme acquises.

Aujourd'hui, les grands négociants internationaux sont tous présents dans cette zone de production, et les exportateurs de la Communauté des États Indépendants - la structure qui réunit les pays de l'ancienne URSS - sont de plus en plus fortement présents dans les grandes rencontres de *traders*, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Asie, en Europe...

Sans crier gare, les nouveaux États d'Europe orientale et d'Asie centrale reviennent sur des marchés mondialisés, et entendent y valoriser leurs avantages comparatifs. Trois pays forment les piliers de ce retour aux grandes productions végétales : le Kazakhstan, l'Ukraine et la Fédération de Russie. Ils ont en commun de grandes structures de production, un potentiel agronomique fort, un appétit de développement, et des voies de commercialisation remarquables. Malgré les handicaps d'une situation socio-économique non stabilisée, d'une irrégularité du climat et d'un sous-équipement technique, ils entendent développer leur production pour servir des marchés mondiaux demandeurs, et à des prix élevés. Leur

potentiel d'exportation pourrait croître de 30 à 50 millions de tonnes en quelques années. Odessa devenant alors une référence comme Chicago ou Rouen...

Le bassin de la mer Noire : un grenier à blé... et à oléagineux

La mer Noire n'est pas seulement une destination prisée pour le tourisme et la villégiature. Elle occupe une place stratégique remarquable à l'articulation de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie, dont attestent les conflits millénaires pour son contrôle. Sur le plan agricole, la mer Noire est le point de convergence des voies fluviales et ferroviaires par lesquelles transitent les céréales et les autres grandes productions végétales associées, depuis l'Asie centrale, la Sibérie occidentale et toute l'Europe orientale. Elle est aussi la zone de convergence de la demande céréalière du pourtour méditerranéen et du Moyen-Orient. À cet égard, la mer Caspienne peut être rattachée à la mer Noire car elle contribue aussi à relier directement l'Iran et ses ports vers le Moyen-Orient, au Kazakhstan et à la Russie.

Les ports en eaux profondes sont en Ukraine. Le premier est celui d'Odessa, considérablement agrandi au cours de la dernière décennie avec des silos modernes de groupes occidentaux. Mais le commerce s'opère aussi au départ de Nikolaïev, ou d'Illichivsk. Sur la côte russe, Novorossisk devrait être équipé pour le commerce des céréales dans moins de deux ans ; il captera alors les flux destinés

* Jean-Jacques Hervé est conseiller auprès du Gouvernement ukrainien pour les questions agricoles, après avoir été conseiller agricole à l'Ambassade de France en Russie. Membre de l'Académie d'agriculture de France et de l'Académie des sciences agricoles de Russie, il est l'auteur de *L'agriculture russe : du kolkhose à l'hypermarché* publié chez L'Harmattan, et d'un cédérom édité par les conseillers du commerce extérieur de la France consacré aux opportunités de l'agriculture ukrainienne.

aux Panamax que Rostov-sur-le-Don ne peut pas traiter, et concurrencera aussi les ports ukrainiens. Il ne faut pas négliger le terminal kazakh d'Actaou dont les lignes maritimes desservent l'Iran et la Turquie. À l'intérieur des terres, la concurrence est vive pour la prise de contrôle des silos de moyenne et grande capacités ; et les projets de modernisation se multiplient, grâce à des financements internationaux, surtout américains, ou à l'initiative des grandes compagnies de négoce parmi lesquelles se hissent de puissantes sociétés locales, comme Nibulon en Ukraine, Agros en Russie, ou les holdings régionales kazakhes...

Les zones desservies constituent des bassins de production à haut potentiel, formés des grandes plaines de tchernoziom (étymologiquement terres noires) de l'Ukraine centrale, du bassin de la Volga, du Kouban (Nord Caucase), de l'Altaï et du croissant céréalière du nord du Kazakhstan. L'Ukraine compte à elle seule près de trente millions d'hectares des meilleures terres noires de la zone. En raison d'une pluviométrie faible (moins de 400 mm/an), les rendements céréaliers sont inférieurs à trois tonnes par hectare en moyenne. Mais ils peuvent dépasser six tonnes en Ukraine, où les pluies sont plus abondantes, et dans les terres irriguées de Russie et du Kazakhstan. Formées aux méthodes du travail minimum et du non-travail du sol (*no till* est devenu un mot commun dans les langues de ces pays), les plus grandes entreprises accroissent leurs rendements pour des coûts de production minimum. Les Agroholdings bien gérées dégageaient en 2007, alors que les prix payés aux producteurs étaient inférieurs aux cours mondiaux, des marges par unité de surface équivalentes aux soutiens européens...

En dépit de conditions de stockage souvent médiocres, qui entraînent des réfections importantes ou des déclassements, les céréales de la zone présentent des caractéristiques qualitatives appréciées par les clients. Les blés kazakhs notamment ont de hautes teneurs en protéines et des teneurs en eau faibles favorables à leur conservation et à leur transport.

La gestion du grenier à blé « mer Noire »

Le bassin céréalière de la mer Noire ne s'est pas officiellement constitué en zone

de marché commun agricole, mais la Russie pousse ses pions dans ce sens et propose d'oublier les clivages au sein de la CEI (dissidence des États favorables à une adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, OTAN) pour valoriser les avantages comparatifs de ce formidable grenier à blé, oublié chez nous, et en plein développement. La volonté de peser sur les marchés mondiaux se nourrit, au-delà des volontés politiques pour restaurer la puissance déchue de l'URSS, de la cohérence et des complémentarités des productions céréalières. Il est peu fréquent que les sécheresses frappent simultanément l'ouest et l'est de la zone. La canicule et le manque d'eau de la campagne 2006-2007, qui ont sévi durement en Ukraine et dans la partie européenne de la Russie, ont moins touché la partie orientale, comme cela avait déjà été le cas en 1999 et en 2003. L'exceptionnelle qualité du tchernoziom s'est aussi manifestée, assurant aux cultures d'hiver bien installées une alimentation hydrique convenable. Par ailleurs, la Russie semble prête à mobiliser ses importantes ressources financières pour faciliter la conclusion des contrats commerciaux, à l'instar des exportateurs européens et américains.

Le marché de la mer Noire se structure donc rapidement : il fait irruption dans la compétition mondiale pour un accès élargi aux marchés, et compte sur une compétition accrue entre opérateurs pour améliorer la productivité à tous les stades de la filière. Ces pays réagissent vite aux signaux des marchés. En quelques années, l'Ukraine est devenue le premier exportateur mondial d'huile et de graines de tournesol. La demande européenne, et dans une moindre mesure américaine, en matières premières pour la fabrication d'agrocarburants a induit une croissance spectaculaire des superficies consacrées au colza. La sole en 2008 est de 1,5 million d'hectares, alors qu'elle ne dépassait pas une centaine de milliers d'hectares en 2005. La progression des cultures de vente pour l'exportation se fait principalement au détriment de la betterave sucrière, pénalisée par les coûts élevés de transformation dans une industrie vieillissante et énergétivore.

Pour limiter la hausse des prix intérieurs et leur effet inflationniste sur les prix alimentaires, l'Ukraine, puis la Russie, ont institué des quotas et des licences d'exportation. Mais ces instruments de régulation n'ont pas fonctionné en 2007-2008 comme ils avaient pu le faire un an auparavant. La Russie, qui n'est pas

encore membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) - le monde agricole ne le souhaite guère - pourra continuer de mettre des taxes à l'exportation pour orienter ses productions et contrôler ses prix intérieurs. Mais l'Ukraine, membre à part entière depuis le 16 mai 2008, ne pourra plus adopter des mesures unilatérales non conformes aux engagements souscrits. De ce fait, elle continuera d'encourager les modes de production les plus profitables, tout en dissuadant les producteurs d'aller au-delà d'une certaine limite dans le développement des cultures d'exportation, le colza par exemple. La gestion de la fin de la campagne 2007 est marquée par une prise de conscience de la nécessité de libérer les silos pour la prochaine moisson ; les exportations sont donc maintenant de nouveau nécessaires.

Même dans l'hypothèse où les prix mondiaux redescendraient sous leurs sommets de cette campagne, les marges des grandes exploitations resteront confortables et encourageront les producteurs à améliorer leurs performances. On doit donc s'attendre dans l'ensemble de la zone à une augmentation des rendements. La reprise probable de l'élevage en Russie et en Ukraine ne consommera qu'une faible part des nouveaux volumes produits, tous destinés à l'exportation. Le potentiel total de croissance, estimé en appliquant un doublement des rendements aux trois quarts des terres labourées de la zone (près de 300 millions d'hectares de terres agricoles), approche 300 millions de tonnes en équivalent céréales. Les structures agraires ne permettront la valorisation que d'une partie de ce potentiel. La production ukrainienne, avec un potentiel de 100 millions de tonnes, peut atteindre rapidement 50 à 60 Mt/an ; en Russie, le chiffre de 100 à 120 Mt/an est d'autant plus réaliste qu'il a déjà été atteint historiquement. Avec des consommations intérieures respectivement de 25 et de 80 Mt, cette progression dégagera plus de 50 Mt/an pour l'exportation.

Et l'Europe ?

Tous les signaux d'un marché mondial demandeur et rémunérateur poussent les entreprises agricoles et agroalimentaires à intensifier leurs investissements dans une zone présentant un tel potentiel de croissance. Les fonds d'investissement mobilisent des capitaux considérables pour acquérir des droits au bail sur les meilleu-

res terres. Des entreprises européennes ont mesuré les enjeux et compris qu'il n'y aura aucun moyen d'empêcher la croissance des exportations d'origine mer Noire. Elles mettent donc en place des stratégies pour participer à cette croissance en incorporant dans leur périmètre d'activité des filiales en Ukraine, au Kazakhstan ou en Russie. Mais leur engagement ne réussit pas à mobiliser les responsables professionnels qui semblent ne pas avoir pris conscience de l'importance que la zone mer Noire retrouve et amplifie.

Surtout préoccupée par son approvisionnement en gaz, l'Union européenne

n'avait pas su saisir l'occasion de la crise de 1998 pour remettre en cause l'accord de Blair House et trouver un accord avec les principaux pays agricoles de la CEI afin de développer une production alternative de protéines végétales - dont elle est largement déficitaire - en valorisant les potentialités pour le soja et le pois fourrager... Aujourd'hui encore, elle n'a pas inclus de volet agricole dans la nouvelle politique de voisinage qu'elle propose aux pays de la CEI...

Pourtant, les Nations unies ont récemment souligné les perspectives de croissance de la production agricole de la zone mer Noire et sa vocation à devenir dans la

décennie une des grandes zones agricoles mondiales. L'évolution en cours ne se limite donc pas à la restauration du rôle d'Odessa ou à la redécouverte des potentialités exceptionnelles de l'Ukraine. C'est une zone plus vaste qui se reconnaît dans le concept de « *Black Sea Grain market* », désormais nom déposé d'une grande conférence annuelle qui a réuni à Kiev au mois d'avril près de 400 opérateurs, qui ont disséqué le marché, en le situant dans le cadre des échanges mondiaux. Signe incontestable de cette inscription mondiale : la longue conférence demandée à un expert de la bourse de... Chicago... ■